

La gouvernance des pratiques publicitaires liées à l'environnement : l'ajustement aux contraintes comme stratégie professionnelle structurante

Abstract : A partir d'une enquête par entretiens et d'une analyse qui croise la sociologie économique et la sociologie de l'action publique, nous examinons les « instruments » (Lascoumès, Le Galès, 2004) de la régulation des pratiques publicitaires liées à l'environnement, mis en place depuis la tenue du Grenelle de l'Environnement en France, en 2007. Qu'est-ce qui se joue dans l'articulation des stratégies des parties-prenantes de cette régulation (agences, annonceurs, médias ; monde associatif ; pouvoirs publics) ? La publicité doit être mieux contrôlée car sa vocation marchande la conduit trop souvent à produire du « greenwashing ». Tel est le message envoyé par le collectif d'associations Alliance pour la Planète lors du Grenelle de l'Environnement.

La régulation construite in fine par le jeu des parties-prenantes se veut plus ouverte à la société civile, mais maintient le principe de l'autodiscipline promu par les professionnels, en privilégiant la « soft law ». Le contrôle des pratiques leur incombe, faute d'avoir pu mettre en place des instruments indépendants et fiables. En effet, l'évaluation du caractère acceptable ou condamnable d'une campagne est épineuse, car elle engage des définitions non stabilisées de ce qui est en jeu (« allégation environnementale », « greenwashing »), des représentations non convergentes du consommateur, du rôle de la publicité dans la sphère sociale et politique et du rôle de l'Etat dans la régulation professionnelle.

En outre, sont en jeu des rapports de force favorables à l'interprofession publicitaire, une industrie puissante qui regroupe non seulement les groupes de communication mais aussi les annonceurs, donc les entreprises, et les diffuseurs, donc les médias. Leur lobbys sont actifs dans le champ politique et leurs moyens humains et financiers sans commune mesure avec ceux des acteurs associatifs, qui forment un ensemble hétérogène relativement divisé.

Enfin, le répertoire d'actions de l'interprofession sur la question du développement durable révèle une dynamique d'ajustement aux injonctions de la société civile, qui s'inscrit dans une logique plus large d'anticipation des attentes du corps social, à des fins marchandes.